

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

MAISON
CENTRALE DE DETENTION

Nom : *Kubanzabigwi, muhutu*

Origine : *umuhira coli Tshyut*

Chefferie : *chef Karamira chef*

Poste : *Gakwara prov. du Kuber*

Profession : *Levite de Tshyut*

N° du R. E. : *1586*

N° du R. M. P. : *2840 Ruh*

N° Dactyl. :

Arrêté, le : *12.9.40*

Entré, le : *12.9.40*

Condamné, le : *13.9.40*

1/4 de peine :

Sortie, le : *19.9.40*

Rapatrié, le :

Expulsé, le :

Décédé, le :

Act F. I. pays le 20/9/40 quitt. 481

Le Gardien,



1/2 aut

REQUISITION A FIN D'EMPRI-
SONNEMENT.

TRIBUNAL de Police

Reg. du M. P. N° 2240.

Registre du rôle N°

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de

Rubens

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 142 et 146 du décret du
11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Rubens

de recevoir et emprisonner le nommé

Rubens, surnom : en action

un policier ; coll. Tschirre, en chef R. am. l. en
chef G. am. l. en

condamné par jugement du Tribunal

de Police de Rubens

en date du

13 Sept

1930

devenu irrévocable le

28 Sept

1930

à

7/ de S.P.P. + 10 fr d'amende. Solai : 4/ en 3/ de S.P.P.
+ 10 fr de prison ou 5/ de C.P.C. selon 2/.

du chef de

regt 75 du R.D. du 17.9.37

Rubens, le 13 Sept.

1930.

L'Officier du Ministère Public,

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent

quarante

le

douzième jour du mois de septembre

à la requête de

nous même MICHEL, L. J. G.

Officier du Ministère Public près le Tribunal

de Rutengeri.

Nous

Juge de Solie, J. B. Police

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

Rubanza biqui, un fûtu, un mukho

Coll. Tribunaux des Rwa intera chef Gashabwari pour Rubanza biqui;
prévenu de *ne pas avoir mis de culture, les semences légales de culture*

infraction prévue et punie par 1^{er} art. 1^{er} et 3^{ème} R. G. n° 89 du R. R. du 17.8.27

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1)

*le fûtu et les arènes ne sont que le message
de ces champs et est l'émiré*

(2) Ordonnons que le susdit

Rubanza biqui

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

Rutengeri le 12.9.27

en date du

à charge du susdit.

L. J. G. Michel L.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

Michel

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

9A.P 2240.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent

le 12 Septembre 1940

à la requête de nous même MICHE. 2^e J. J.

Officier du Ministère Public près le Tribunal

Nous

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Ruhangiziguri; un habitant
de Mubabane; coll. Tshumbi; 25 ans; Ruhandu. Chef
prévenu de me par avoir mis en circulation des monnaies légalisées de
caltour
infraction prévue et punie par les art. 148; 149 du R.R. du 17.8.37.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) le prévenu est un adulte mais que le
mensonge de ses allégations n'est pas démontré.

(2) Ordonnons que le susdit

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons..... avoir..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

